

**NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
DE MARS 2010**

QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE
(Montants en milliards de francs CFA)

Données annuelles	PIB 2010 (Projection)	11609
	Taux de croissance réelle du PIB 2010 en % (Projection)	4,0
	Taux d'inflation 2010 en % (Projection)	2,0
	PIB 2009 (estimation)	10539
	Taux de croissance du PIB réel 2009 en % (estimation)	2,1
	Taux d'inflation 2009 en % (réalisation)	3,0
	Recettes internes de l'exercice 2008 (loi de règlement)	2188,3
	Recettes internes de l'exercice 2009 (estimation)	1883,2
	dont Recettes pétrolières	507,3
	Recettes non pétrolières	1376
Données mensuelles (Mars 2010)	Variation des prix par rapport à février 2010 à Yaoundé (en %)	0,2
	Variation des prix par rapport à février 2010 à Douala (en %)	-0,2
	Balance commerciale	Nd
	Balance commerciale hors pétrole	-101,1
	Recettes budgétaires	234,8
	dont Recettes non pétrolières	203,8
	Solde de base non pétrolier hors financement extérieur	11,2

Sommaire

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	11
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	14

Commerce extérieur

La balance commerciale hors pétrole du mois de mars 2010 est déficitaire de 101,1 milliards consécutivement à 162,6 milliards d'importations et 61,5 milliards d'exportations. Par rapport au mois précédent, ce déficit se dégrade de 26,6 milliards en raison d'une hausse de 19,9% des importations hors pétrole. Comparativement au mois de mars 2009, le déficit commercial hors pétrole s'améliore de 7,4 milliards du fait d'une augmentation de 25,3% des exportations.

Le solde commercial hors pétrole du premier trimestre de l'année 2010, s'est également amélioré, passant de -283,4 milliards à fin mars 2009 à -218,9 milliards à fin mars 2010, en liaison avec une baisse de 12,4% des importations conjuguée à une hausse de 2,4% des exportations.

Finances publiques

Évaluées à 234,8 milliards, les recettes budgétaires internes du mois de mars 2010 sont en hausse de 125 milliards par rapport au mois de février 2010. Cette hausse est attribuable tant aux recettes pétrolières (+56,6%) qu'aux recettes non pétrolières (+126,4%).

Les recettes budgétaires du trimestre de l'exercice 2010 s'établissent à 479,1 milliards et augmentent de 47,4 milliards par rapport à la même période en 2009, soit une hausse de 11% résultant d'une hausse de 28,6 milliards de recettes pétrolières et de 18,9 milliards de recettes non pétrolières.

Les dépenses du mois de mars 2010 s'élèvent à 223,7 milliards et s'accroissent de 67,3 milliards par rapport au mois précédent. Cette situation résulte de la hausse de chacun des postes des dépenses.

Les dépenses cumulées sur l'ensemble du premier trimestre de l'exercice 2010, s'élèvent à 483,8 milliards contre 392,2 milliards à la même période de l'exercice antérieur. Elles augmentent ainsi de 91,6 milliards, en rapport avec l'augmentation des dépenses de personnel, des dépenses de biens et services, du service de la dette et des dépenses d'investissement sur ressources propres.

Situation monétaire

Les avoirs extérieurs nets se stabilisent à 1760,4 milliards à fin mars 2010. Le crédit intérieur, en s'établissant à 879 milliards à fin mars, augmente de 0,9% par rapport au mois de février. Cette évolution est la résultante d'une baisse de 7,6% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat et d'une hausse de 3,6% du crédit à l'économie.

Résultante de ces évolutions, la masse monétaire (M2) régresse de 1,6% pour se situer à 2285,9 milliards à fin mars 2010, contre 2322,8 milliards à fin février 2010. En glissement annuel, la masse monétaire enregistre une progression de 10,5%.

Marché monétaire et secteur financier

Les avances de la BEAC aux établissements de crédit s'élèvent à 1819 millions en mars 2010, contre 352 millions en février. Les placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques se chiffrent à 276 milliards en mars 2010 contre 264 milliards en février 2010 et 212 milliards en mars 2009.

Informations socio économiques

Par rapport au mois de février 2010, l'indice des prix à la consommation finale des ménages reste quasi-stable en mars 2010 à Yaoundé et diminue de 0,2% à Douala. En glissement annuel, les prix progressent de 0,3% tant à Yaoundé qu'à Douala, consécutivement à la hausse des prix des boissons et tabacs ainsi que ceux des transports et télécommunications.

COMMERCE EXTERIEUR

Balance commerciale

En mars 2010, l'ensemble des échanges commerciaux hors pétrole enregistre un accroissement de 13,9% par rapport au mois précédent et se chiffre à 224,2 milliards. Cette évolution qui résulte principalement d'une augmentation de 19,9% des importations hors pétrole a pour conséquence une dégradation du déficit commercial hors pétrole, qui passe de -74,5 milliards à -101,1 milliards entre février et mars 2010.

En glissement annuel, les échanges commerciaux hors pétrole enregistrent

également une hausse de 8,4%, attribuable à un accroissement de 25,3% des exportations hors pétrole. Cette hausse des exportations hors se traduit par une amélioration de 7,4 milliards de la balance commerciale.

Sur l'ensemble des trois premiers mois de l'année, les échanges commerciaux affichent une baisse de 8,1% suite au fléchissement des importations hors pétrole, entraînant une amélioration de +64,5 milliards de la balance commerciale hors pétrole.

Tableau 1 : Résultats provisoires du commerce extérieur (en millions de francs CFA)

Libellés	mars-09	février-10	mars-10	jan-mars 09	jan-mars 10	Variation		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	c/b	c/a	e/d
Exportations hors pétrole	49 138	61 119	61 553	199 656	204 381	0,7%	25,3%	2,4%
Importations hors pétrole	157 657	135 643	162 651	483 074	423 313	19,9%	3,2%	-12,4%
Balance commerciale hors pétrole	-108 519	-74 524	-101 098	-283 418	-218 932	-26 575	7 420	64 486

NC : non calculée ; ND : non disponible

Source : MINFI/DGD-DAE

Exportations

Les exportations hors pétrole du mois de mars 2010 restent quasi stables par rapport au mois précédent. En termes de structure, les 6 principaux groupes de produits exportés qui représentaient 72,2% du total des exportations hors pétrole en valeur en février ne représentent plus que 63,6% en mars. Ces principaux groupes sont constitués du bois et ouvrages en bois (32,3%), du cacao brut en fèves (11,5%), de la banane fraîche (6,7%), du caoutchouc brut (5,2%), de l'aluminium brut (4%) et du coton brut (3,8%). Ce fléchissement est induit par les baisses observées au niveau des ventes du coton brut (-26,7% en quantité et -26,8% en valeur), de l'aluminium brut (-35,4% et -39,3%) et

du cacao brut (-53,1% et -54,6%) dont la campagne cacaoyère 2009-2010 est pratiquement arrivée à son terme.

En glissement annuel, hormis le coton brut dont les ventes sont en baisse de 44,1% en valeur, tous les autres principaux groupes de produits exportés ont connu une hausse.

A côté de ces principaux groupes, les ventes de certains produits enregistrent des évolutions sensibles à la hausse. C'est le cas notamment du café (dont les quantités vendues sont passées du simple au double), des huiles de palme ou raffinées, des boissons alcooliques, des savons de ménages, des feuilles de placage en bois, des ciments et des tôles en aluminium.

Tableau 2 : Principaux produits exportés [quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA]

Période Libellés	mars-09		février-10		mars-10		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes fraîches	23 230	3 024	23 809	3 132	27 431	4 153	15,2	32,6	18,1	37,3
Café	2 266	1 724	2 919	1 606	6 119	3 370	109,7	109,8	170,0	95,4
dont café arabica	327	344	72	86	313	381	335,0	341,2	NC	NC
et café robusta	1 924	1 355	2 846	1 520	5 806	2 989	104,0	96,7	201,8	120,6
Huile de palme brute ou raffinée	155	132	178	145	544	478	206,1	228,7	251,6	262,8
Cacao brut en fèves	4 547	5 605	9 822	15 591	4 609	7 084	-53,1	-54,6	1,4	26,4
Pâte de cacao	1 097	1 581	986	1 958	897	1 859	-9,0	-5,1	-18,2	17,6
Beurre de cacao	891	1 421	851	1 751	836	1 760	-1,8	0,5	-6,2	23,8
Bières	1 825	562	374	140	499	170	33,3	21,2	-72,6	-69,7
Ciments	1 471	145	3 221	291	3 052	302	-5,2	3,9	107,5	107,8
Huiles brutes de pétrole	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Savons de ménage en morceaux	1 815	955	1 579	996	2 162	1 385	36,9	39,1	19,1	45,0
Caoutchouc brut	2 623	1 634	2 539	2 685	2 784	3 226	9,6	20,2	6,1	97,4
Bois et ouvrages en bois	62 801	14 019	71 405	15 486	84 823	19 890	18,8	28,4	35,1	41,9
Bois brut (grumes)*	36 052	3 816	47 392	5 312	50 513	5 669	6,6	6,7	40,1	48,5
Bois sciés*	33 838	8 687	34 295	8 214	48 798	11 687	42,3	42,3	44,2	34,5
Feuilles de placage en bois	1 058	1 286	2 007	1 602	1 929	2 082	-3,9	30,0	82,3	61,9
Coton brut	5 645	4 232	4 714	3 231	3 455	2 364	-26,7	-26,8	-38,8	-44,1
Art. de transp. & d'emballage (bouteilles) en verre	3 449	1 115	3 217	1 181	1 697	555	-47,3	-53,0	-50,8	-50,2
Aluminium brut	2 863	1 873	4 069	4 031	2 628	2 446	-35,4	-39,3	-8,2	30,6
Tôles en aluminium	165	266	252	363	342	559	35,8	53,9	107,2	110,3
Total général des exportations hors pétrole		49 138		61 119		61 552		0,7		25,3
Total général des exportations		ND		ND		ND		NC		NC

Légende: * = quantités de bois en mètres cubes; ndca : non désignés ni compris ailleurs; cvd : conditionnés pour la vente au détail

Source : MINFI/DGD-DAE

Importations

Les importations hors pétrole ont enregistré en mars 2010 des hausses de 19,9% par rapport au mois précédent et s'élèvent à 162,7 milliards. Cet accroissement est attribuable pour l'essentiel aux achats de certains produits alimentaires, des produits des industries chimiques et des véhicules. En glissement annuel, cette hausse est de 3,2%.

Ces importations sont essentiellement composées des produits alimentaires destinés à la consommation des ménages (21,9% du total des importations hors pétrole en valeur), des machines et appareils mécaniques ou électriques (16,1%), des produits des industries chimiques (16,1%), des matériaux de transport, pièces et accessoires automobiles (12,1%), des produits minéraux (8,8%), des matériaux de construction

(8,2%) ainsi que les matières textiles et leurs ouvrages (3,7%).

Les importations de produits alimentaires destinés à la consommation des ménages ont enregistré une hausse de 31,7% par rapport au mois de février 2010 pour se situer à 35,6 milliards. Cette hausse est consécutive à l'accroissement des achats des poissons de mer congelés (+23,2% en valeur relative et +1,5 milliard en valeur absolue) et de certains produits céréaliers notamment le riz (+153,6% et +5,7 milliards). En glissement annuel, les importations des produits alimentaires sont plutôt en baisse 28,9%.

Les importations des machines et appareils mécaniques ou électriques sont évaluées à près de 26,1 milliards, en diminution de 3,8% par rapport au mois précédent et de 3,4% en glissement annuel. Par contre, celles des produits des industries chimiques, en se chiffrant à 26,2

milliards sont en hausse de 56,3%, consécutivement aux augmentations des achats des produits pharmaceutiques (+40,5% en quantité et +41,1% en valeur), des engrais (+329,8% et +349,3%) et des produits chimiques

divers (+34,7% et +40,4%) tels que les insecticides, fongicides et herbicides. Les achats des matériaux de transport et des matières textiles s'inscrivent également à la hausse (+45,3% et +21,7% respectivement).

Tableau 3 : Principaux produits importés [quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA]

Période Libellés	mars-09		février-10		mars-10		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	25 634	14 919	11 763	6 650	16 013	8 195	36,1	23,2	-37,5	-45,1
Céréales	85 788	18 048	45 645	7 990	56 972	12 364	24,8	54,8	-33,6	-31,5
Clinkers	66 200	4 010	71 290	3 472	22 910	1 169	-67,9	-66,3	-65,4	-70,9
Hydrocarbures	23 215	7 234	29 165	7 761	30 210	9 843	3,6	26,8	30,1	36,1
Huiles brutes de pétrole	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	4 734	1 156	22 711	5 345	17 305	5 518	-23,8	3,2	265,5	377,2
Produits pharmaceutiques	1 108	7 496	469	5 626	660	7 936	40,5	41,1	-40,5	5,9
<i>Produits des industries chimiques</i>	35 920	24 409	30 537	16 775	58 327	26 219	91,0	56,3	62,4	7,4
Engrais	16 687	3 877	7 498	1 256	32 226	5 644	329,8	349,3	93,1	45,6
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	6 386	6 881	7 518	8 294	7 835	7 607	4,2	-8,3	22,7	10,6
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	5 041	4 534	5 275	4 889	6 074	5 948	15,1	21,7	20,5	31,2
Friperie	2 992	2 282	3 749	2 684	3 354	2 162	-10,5	-19,4	12,1	-5,3
Fonte, fer et acier	6 569	2 421	16 540	5 100	9 887	3 712	-40,2	-27,2	50,5	53,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	2 642	3 006	8 398	6 349	4 105	5 581	-51,1	-12,1	55,4	85,6
Machines et appareils mécaniques	3 255	18 389	3 304	11 342	18 536	15 999	461,0	41,1	469,4	-13,0
Machines et appareils électriques	2 304	8 634	2 979	15 806	3 259	10 114	9,4	-36,0	41,4	17,1
<i>Machines et app. mécaniques ou électriques</i>	5 560	27 024	6 283	27 148	21 795	26 113	246,9	-3,8	292,0	-3,4
<i>Matériel de transport</i>	5 844	12 539	8 005	13 555	9 411	19 700	17,6	45,3	61,0	57,1
Total des exportations hors pétrole	157 657		135 643		162 651		19,9		3,2	

Source : MINFI/DGD-DAE

Cours mondiaux des produits de base

Cacao en fève

Les cours moyens du cacao brut en fèves enregistrent un fléchissement de 6,1% en mars 2010 pour se situer à 3075,3 dollars la tonne. Cette diminution est liée à l'appréciation du dollar américain.

Par contre, en glissement annuel les cours sont en augmentation de 22,5%.

Café

Avec une moyenne mensuelle estimée à 162,1 cents la livre en mars 2010, les cours du café arabica enregistrent des accroissements de 4% par rapport au mois précédent et de 26,9% en glissement annuel. A contrario, les cours du café robusta demeurent sur une tendance baissière ; leur moyenne mensuelle est estimée à 72,4 cents la livre contre 73,5 cents il y a un mois fléchissant ainsi de 1,5%. En glissement

annuel, les cours du café robusta sont également en baisse de 6,6%.

Coton

La bonne tenue des cours du coton se poursuit en début d'année 2010. Au mois de mars, le cours moyen est évalué à 85,8 cents la livre, en augmentation de 7,1% par rapport au mois précédent et de 66,2% en glissement annuel. Cette situation est principalement attribuable au déficit observé sur le marché mondial suite à la forte demande chinoise.

Sucre

Après l'envolée observée depuis plusieurs mois, les cours du sucre enregistrent une chute en mars 2010 en se situant à 20,8 cents la livre contre 26,4 la livre au mois précédent. Par contre, en glissement annuel, ils sont en hausse de 56,2%. Les cours devraient continuer dans une tendance haussière car le marché du sucre reste largement déficitaire.

Caoutchouc

Les cours du caoutchouc restent sur une tendance haussière. En mars, le cours moyen est estimé à 315,4 cents le kilogramme, en augmentation de 5,5% par rapport au mois précédent et de 127,6% en glissement annuel. Cette bonne tenue des cours est attribuable à la période d'hivernage en Thaïlande, en Indonésie et en Malaisie (période de ralentissement du saignement des hévéas). Elle est amplifiée par la crise politique thaïlandaise, premier producteur et exportateur mondial de caoutchouc naturel.

Aluminium

En mars 2010, le cours de l'aluminium brut est estimé en moyenne mensuelle à 2209,6

dollars la tonne contre 2048,6 dollars il y a un mois, soit un accroissement de 7,9%. En glissement annuel, le cours moyen affiche cependant un accroissement de 64,9% attribuable à l'amélioration de la demande mondiale.

Pétrole

Le cours moyen du pétrole brut a accusé en mars 2010, une hausse de 7% par rapport au mois précédent pour se situer à 78,8 dollars le baril. En glissement annuel, il enregistre également une hausse de 69,4%. Cette augmentation s'explique par la reprise de la demande mondiale de pétrole après deux années consécutives de baisse dues à la crise économique mondiale.

Tableau 4: Evolution des cours de produits de base

Produits	mars-09	févr-10	mars-10	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/b	(a)
Cacao en fève (\$/t)	2 510,0	3 276,6	3 075,3	-6,1	22,5
Café arabica (cents/lb)	127,8	155,9	162,1	4,0	26,9
Café robusta (cents/lb)	77,5	73,5	72,4	-1,5	-6,6
Huile de palme (\$/t)	598,0	798,0	832,0	4,3	39,1
Aluminium brut (\$/t)	1 340,0	2 048,6	2 209,6	7,9	64,9
Sucre (cents/lb)	13,3	26,4	20,8	-21,0	56,2

Source : Produitdoc_ AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

Unités utilisées : \$ dollar (Etats-Unis), £ livre sterling (G.B.), cent : 1\$/100, t : tonne, lb : pound (livre américaine = 0,45kg environ), Ringgits: 0,29\$.

De février 2010 à mars 2010

Le total des recettes budgétaires, hors dons, enregistré au cours du mois de mars 2010 est de 234,8 milliards contre 109,8 milliards au mois de février 2010, soit une hausse de 125 milliards. Cette hausse résulte autant de celle des recettes pétrolières que des recettes non pétrolières.

Constituées uniquement de la redevance SNH, les recettes pétrolières s'élèvent à 31 milliards et sont en augmentation de 11,2 milliards par rapport au mois de février 2010.

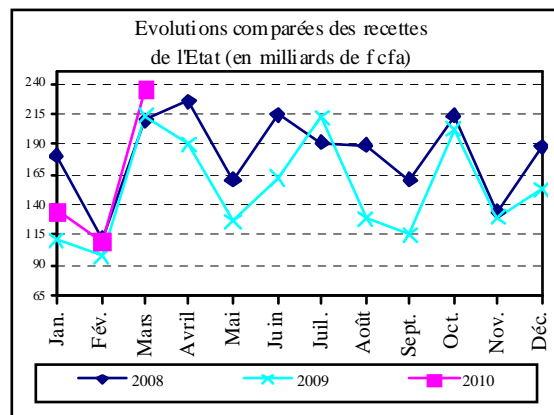
En se chiffrant à 203,8 milliards en mars 2010, les recettes non pétrolières connaissent une hausse de 126,5%, soit 113,8 milliards par rapport au mois précédent. Cette augmentation est consécutive à celle des recettes d'impôts et taxes et des recettes douanières.

Pour ce qui est des recettes d'impôts et taxes, elles se situent à 151,1 milliards contre 51,3 milliards au mois de février 2010, soit une hausse de 99,8 milliards résultant essentiellement du recouvrement des soldes d'IS qui ont fait passer l'impôt sur les sociétés non pétrolières à 98,5 milliards contre 4,2 milliards le mois précédent.

En passant de 17,2 milliards en février à 21,7 milliards en mars, la TVA connaît une amélioration de 4,5 milliards. Les autres impôts sur les revenus se sont également améliorés.

Par contre, la TSPP passe de 7,5 milliards en février 2010 à 6,8 milliards en mars. Les droits de timbre chutent de 1,7 milliard et se situent à 2,5 milliards.

S'agissant des recettes douanières, elles augmentent de 13,6 milliards (40,5%) en mars 2010 et se situent à 47,2 milliards. Cette hausse est consécutive au recouvrement de 20,9 milliards en mars 2010 contre 15 milliards en février 2010 au titre des droits de douane à l'importation d'une part, et de 23,6 milliards en mars 2010 contre 16,4 milliards en février 2010 au titre de la TVA d'autre part.



Les dépenses totales et prêts effectués au cours du mois de mars 2010 s'élèvent à 223,7 milliards.

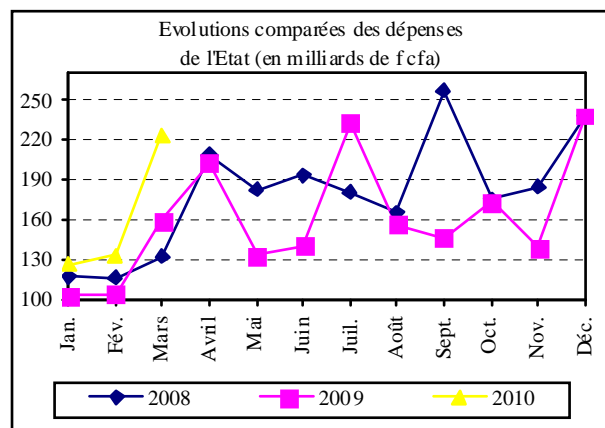
Les dépenses du personnel se chiffrent à 51 milliards en mars 2010 et augmentent de 1,4 milliard par rapport à février 2010.

En s'élevant à 53,6 milliards en mars 2010, les dépenses de biens et services hors PPTE et C2D augmentent de 35,3 milliards par rapport à février 2010. Nuls en février les paiements au titre du C2D sont de 1,2 milliard en mars 2010.

Les transferts et pensions augmentent de 19,3 milliards en mars 2010 par rapport à février et se chiffrent à 31,5 milliards. Les pensions passent de 8,4 milliards en février à 9,4 milliards en mars.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à 61,4 milliards en mars contre 26,8 milliards en février 2010.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 21,1 milliards en mars 2010. Un montant de 3,7 milliards a été payé au titre de la dette extérieure et 17,4 milliards au titre de la dette intérieure.



De janvier 2010 à mars 2010

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2010, les recettes budgétaires hors dons se chiffrent à 479,1 milliards. Par rapport au premier trimestre 2009, elles sont en augmentation de 47,4 milliards (11%).

A fin mars 2010, la redevance SNH unique composante des recettes pétrolières est de 71,8 milliards contre 43,2 milliards à la même période de l'année 2009.

Les recettes non pétrolières quant à elles se chiffrent à 407,3 milliards, elles étaient de 388,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 18,8 milliards qui ressort au niveau de toutes les principales rubriques.

Le total des impôts et taxes recouverts à fin mars 2010 est de 274 milliards contre 266,2 milliards à la même période de l'exercice 2009. La hausse de 7,8 milliards ainsi constatée résulte principalement de celle de la TVA qui passe de 63,2 milliards à 66,2 milliards d'une part et de celle de la TSPP qui se chiffre à 21,7 milliards à fin mars 2010 contre 19,1 milliards à fin mars 2009 d'autre part.

En se situant à 117,5 milliards au premier trimestre 2010, les recettes douanières sont en hausse de 8,8 milliards comparées à la même période de l'année passée. Cette hausse est principalement le fait du recouvrement de 54 milliards de droits de douane à l'importation à fin mars 2010 contre 51,7 milliards à fin mars 2009 et de la TVA à l'importation qui est de 56,4 milliards contre 50,5 milliards.

Les recettes non fiscales qui se situent à 16,7 milliards, sont en hausse de 1,5 milliard au premier trimestre 2010 par rapport à la même période de 2009.

Les paiements effectués au titre des dépenses publiques sont de 483,8 milliards à fin mars

2010 contre 392,2 milliards à fin mars 2009, soit une hausse de 91,6 milliards.

Les dépenses de personnel augmentent de 5,8 milliards et se situent à 146,9 milliards à fin mars 2010 contre 141,1 milliards à fin mars 2009.

Les paiements au titre des biens et services s'élèvent à 106,1 milliards. Elles étaient de 97,8 milliards à fin mars 2009.

Les dépenses des transferts et pensions passent de 32,1 milliards au premier trimestre 2009 à 57,2 milliards pour la même période de l'exercice 2010.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à 102,1 milliards à fin mars 2010 contre 59,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Le service effectif de la dette publique du premier trimestre 2010 s'élève à 45,6 milliards dont 10,2 milliards de dette extérieure et 35,4 milliards de dette intérieure. Il était de 39,2 milliards à la même période de l'année 2009.

Le flux de financement extérieur enregistre un solde net positif de 5,3 milliards à fin mars 2010 et résulte des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs pour un montant de 10,6 milliards correspondant essentiellement aux prêts projets, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure pour un montant de 5,3 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) s'est traduite par une diminution des engagements de l'Etat de 22,5 milliards à fin mars 2010.

Tableau 5: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)

RUBRIQUES	mars-09	févr.-10	mars-10	jan-mars 09	jan-mars-10	Variation relative			Variation absolue		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
RECETTES											
I-Recettes pétrolières	20,1	19,8	31,0	43,2	71,8	54,1	56,6	66,2	10,9	11,2	28,6
1-Redevance SNH	20,1	19,8	31,0	43,2	71,8	54,1	56,6	66,2	10,9	11,2	28,6
2- IS pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0
II- Recettes non pétrolières	195,2	90,0	203,8	388,5	407,3	4,4	126,4	4,9	8,6	113,8	18,9
1- Recettes Fiscales	190,7	84,9	198,3	374,9	391,5	4,0	133,6	4,4	7,6	113,4	16,6
a- Recettes des impôts et taxes	152,2	51,3	151,1	266,2	274,0	-0,7	194,5	2,9	-1,1	99,8	7,8
dont -TVA	25,5	17,2	21,7	63,2	66,2	-14,9	26,2	4,7	-3,8	4,5	3,0
-IS non pétrole	99,1	4,2	98,5	111,8	110,2	-0,6	2245,2	-1,4	-0,6	94,3	-1,6
-Droits d'accises	5,4	4,9	5,3	18,5	19,2	-1,9	8,2	3,8	-0,1	0,4	0,7
-Droits d'enreg.et timbre	3,9	4,8	5,4	15,8	15,6	38,5	12,5	-1,3	1,5	0,6	-0,2
- TSPP	6,1	7,5	6,8	19,1	21,7	11,5	-9,3	13,6	0,7	-0,7	2,6
b- Recettes douanières	38,6	33,6	47,2	108,7	117,5	22,3	40,5	8,1	8,6	13,6	8,8
dont - droit de douane à l'import.	19,0	15,0	20,9	51,7	54,0	10,0	39,3	4,4	1,9	5,9	2,3
-TVA import. + Dts d'ac./import	18,1	17,3	24,4	53,2	58,9	34,8	41,0	10,7	6,3	7,1	5,7
2- Recettes non fiscales	5,0	5,8	5,3	15,2	16,7	6,0	-8,6	9,6	0,3	-0,5	1,5
3- Effets à l'encaissement	-0,5	-0,7	0,2	-1,7	-0,9	-140,0	-128,6	-47,1	0,7	0,9	0,8
TOTAL RECETTES BUDGET.	215,4	109,8	234,8	431,7	479,1	9,0	113,8	11,0	19,5	125,0	47,5
DEPENSES											
I-Dépenses courantes	113,6	80,1	136,1	271,0	310,2	19,8	69,9	14,5	22,5	56,0	39,2
Dép. personnel	48,3	49,6	51,0	141,1	146,9	5,6	2,8	4,1	2,7	1,4	5,8
Dép. de biens & services	52,0	18,3	53,6	97,8	106,1	3,1	192,9	8,5	1,6	35,3	8,3
Transferts et pensions	13,3	12,2	31,5	32,1	57,2	136,8	158,2	78,2	18,2	19,3	25,1
II- Dépenses des investissements	36,4	36,7	71,4	75,3	124,6	96,2	94,6	65,5	35,0	34,7	49,3
Sur financements extérieurs	6,2	9,4	5,5	14,3	17,4	-11,3	-41,5	21,7	-0,7	-3,9	3,1
Sur ressource propres.	29,9	26,8	61,4	59,7	102,1	105,4	129,1	71,0	31,5	34,6	42,4
dont PPTE	10,3	5,4	4,5	14,0	12,3	-56,3	-16,7	-12,1	-5,8	-0,9	-1,7
Dépenses de restructurations	0,3	0,5	4,5	1,3	5,1	1400,0	800,0	292,3	4,2	4,0	3,8
III- Dépenses diverses non clas.	1,8	2,9	-4,9	6,7	3,4	-372,2	-269,0	-49,3	-6,7	-7,8	-3,3
IV- Service de la dette publique	20,8	14,0	21,1	39,2	45,6	1,4	50,7	16,3	0,3	7,1	6,4
Dette extérieure	6,0	4,9	3,7	14,5	10,2	-38,3	-24,5	-29,7	-2,3	-1,2	-4,3
Dette intérieure	14,8	9,1	17,4	24,7	35,4	17,6	91,2	43,3	2,6	8,3	10,7
dont - amortissement du principal	5,4	0,0	3,0	5,6	4,7	-44,4		-16,1	-2,4	3,0	-0,9
-remboursement crédits TVA	1,7	3,3	5,9	9,5	15,2	247,1	78,8	60,0	4,2	2,6	5,7
- arriérés intérieurs	2,1	5,8	6,6	7,7	13,6	214,3	13,8	76,6	4,5	0,8	5,9
TOTAL DEPENSES BUDGET.	172,6	133,7	223,7	392,2	483,8	29,6	67,3	23,4	51,1	90,0	91,6
SOLDE DE BASE	60,5	-17,6	11,2	59,3	-8,4	-81,5	-163,6	114,2	49,3	28,8	-67,7

Source: MINFI/DAE/FP.

SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire à fin mars 2010 s'équilibre en ressources et emplois à 2639 milliards, soit une hausse mensuelle de 0,4% et un accroissement annuel de 11,8%.

Les avoirs extérieurs nets (AEN) se stabilisent à 1760,4 milliards à fin mars 2010. Cette performance globale cache quelques disparités au niveau des composantes. En effet, les avoirs extérieurs nets de la BEAC enregistrent une hausse de 4,1% pour s'établir à 1469 milliards à fin mars 2010 pendant que ceux des banques et autres institutions bancaires diminuaient de 16,1% par rapport au mois de février en se situant à 291 milliards.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire augmentent de 2,5%.

Le crédit intérieur enregistre une hausse mensuelle de 0,9% pour se situer à 879 milliards. Cette performance procède d'une hausse de 3,6% des créances sur l'économie atténuée par une diminution de 7,6% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat.

L'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat a été ramenée de -582 à fin février 2010 à -627 milliards à fin mars 2010. La baisse des créances nettes du système monétaire sur l'Etat s'explique par la diminution de 6,0% des créances nettes de la BEAC sur l'Etat, accentuée par la baisse de 10% des créances nettes des banques et autre institutions bancaires sur l'Etat.

La baisse des créances nettes du système monétaire sur l'Etat s'explique par la diminution de 6,0% des créances nettes de la BEAC sur l'Etat conjuguée à la baisse de 10% des créances nettes des banques et autres institutions bancaires sur l'Etat.

Les crédits à l'économie sont passés de 1453 milliards à fin février 2010 à 1506 milliards à fin mars 2010. En glissement annuel, le crédit intérieur augmente de 36,1%.

La structure du crédit à l'économie ne change pas et se compose de 84% des crédits au secteur privé non financier ; 9% des crédits aux entreprises publiques non financières et 7% aux institutions financières non bancaires.

La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, ne change pas également à fin mars 2010. La part des crédits à court terme se stabilise à 62,4%, contre 35,1% des crédits à moyen terme et 2,5% des crédits à long terme.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) se replie de 1,5% pour se situer à 2285 milliards à fin mars 2010, contre 2322 milliards à fin février 2010. En glissement annuel, la masse monétaire progresse de 11,5%. Sa structure ne change pas et reste composée de 16,5% de la monnaie fiduciaire, 41,6% de la monnaie scripturale et 41,9% de la quasi-monnaie. Ces ratios étaient respectivement de 18%, 40,6% et 41,4% à fin février 2010.

Tableau 6: Situation monétaire large à fin mars 2010 (en milliards de FCFA)

	Mars 2009	Fév. 2010	Mars 2010	Variations (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/a	c/b
Total des contreparties des ressources du système monétaire	2 360,4	2 628,7	2 639,5	11,8	0,4
Avoirs extérieurs nets	1 717,7	1 757,4	1 760,4	2,5	0,2
Crédit intérieur (a+b)	642,6	871,3	879,1	36,8	0,9
Créances nettes sur l'Etat (a)	-653,9	-582,2	-627,1	-4,1	7,7
Position Nette du Gouvernement	-543,1	-440,0	-499,0	-8,1	13,4
Créances sur l'économie (b)	1 296,5	1 453,5	1 506,2	16,2	3,6
Secteur privé non financier	1 131,1	1 254,4	1 271,1	12,4	1,3
Total des ressources du système monétaire	2 360,4	2 628,7	2 639,5	11,8	0,4
Monnaie fiduciaire (i)	387,0	371,9	376,6	-2,7	1,3
Monnaie scripturale (ii)	830,9	1 022,9	950,9	14,4	-7,0
1- Disponibilités monétaires (i+ii)	1 217,9	1 394,8	1 327,5	9,0	-4,8
2- Quasi-monnaie	850,5	928,0	958,4	12,7	3,3
Masse monétaire	2 068,3	2 322,8	2 285,9	10,5	-1,6
Fonds propres	306,4	424,8	429,5	40,2	1,1
Autres postes nets	-14,4	-118,9	-75,9	427,1	-36,2

Source : BEAC

Opérations interbancaires

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, deux opérations ont été enregistrées en mars 2010 entre AFBK, prêteuse d'une part, CCEI Bank GE et STD Bank, emprunteuses, d'autre part. Le crédit accordé à CCEI Bank (15 milliards) a été effectué au taux de 2% pour une durée de 32 jours et celui accordé à STD Bank (5 milliards) au taux de 3,5% pour une durée de 3 jours.

Injections de liquidités: Guichet A

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit a connu un retournement après la tendance baissière observée depuis le pic de 9332 millions enregistré en juin 2009. Il s'est établi 1819 millions en mars 2010 contre à 352 millions en février 2010. Le taux d'intérêt de ces avances est de 4,25%. Cette évolution résulte de l'enregistrement des avances exceptionnelles sur certificat de placement (1452 millions) et de la stabilité des appels d'offres de 7 jours (367 millions). Les autres guichets à savoir, les prises en pensions et les interventions ponctuelles n'ont enregistré aucune opération.

Placements des établissements de crédit à la BEAC

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles et institutions financières publiques, s'établit à 276 milliards en mars 2010, contre 264 milliards en février 2010 et 212 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en février 2010 : 60% de ces placements sont à 7 jours au taux de 0,85% ; 28% des placements sont à 28 jours au taux de 0,9125% ; et 12% des placements à 84 jours au taux de 0,9750%.

Guichet B : Sur ce compartiment, la BEAC accorde des prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen terme irrévocables. En mars 2010, le volume des opérations enregistré s'élève à 330 millions.

Situation des réserves obligatoires

L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises s'est stabilisé à 197 milliards à fin mars 2010. Il représente 30,9% des réserves totales des banques, traduisant ainsi une situation de liquidité très tendue. L'encours des réserves

obligatoires dans la CEMAC se stabilise à 542 milliards à fin mars 2010.

Engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC

Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2010 est fixé à 418 milliards. Depuis plus de deux ans, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. Cette situation se justifie par l'engagement pris par le Gouvernement de continuer à limiter en 2010 le recours aux avances statutaires et à émettre les titres publics à souscription libre. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 275 millions à fin mars 2010, contre 287 millions à fin février 2010, 298 millions à fin décembre 2009, et 396 millions en mars 2009.

Taux de couverture de la monnaie

Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est stabilisé autour de 100,74% en mars 2010.

Secteur bancaire

Globalement, l'activité bancaire a légèrement fléchi en mars 2010 par rapport au mois précédent.

Le bilan consolidé des 13 banques créatrices de monnaie (y compris CCP) opérant sur le territoire camerounais s'est équilibré à 2720 milliards, contre 2739 milliards à fin février 2010 et 2486 milliards en glissement annuel. Les fonds propres des banques se sont établis à 365 milliards, contre 362 milliards à fin février 2010.

L'évolution des grands postes du bilan consolidé reste assez constante. Les créances du secteur bancaire sur l'économie se situent à 1315 milliards contre 1309 milliards à fin février 2010. De même, les créances du système bancaire sur l'Etat augmentent, s'établissant à 119 milliards, contre 113 milliards à fin février 2010.

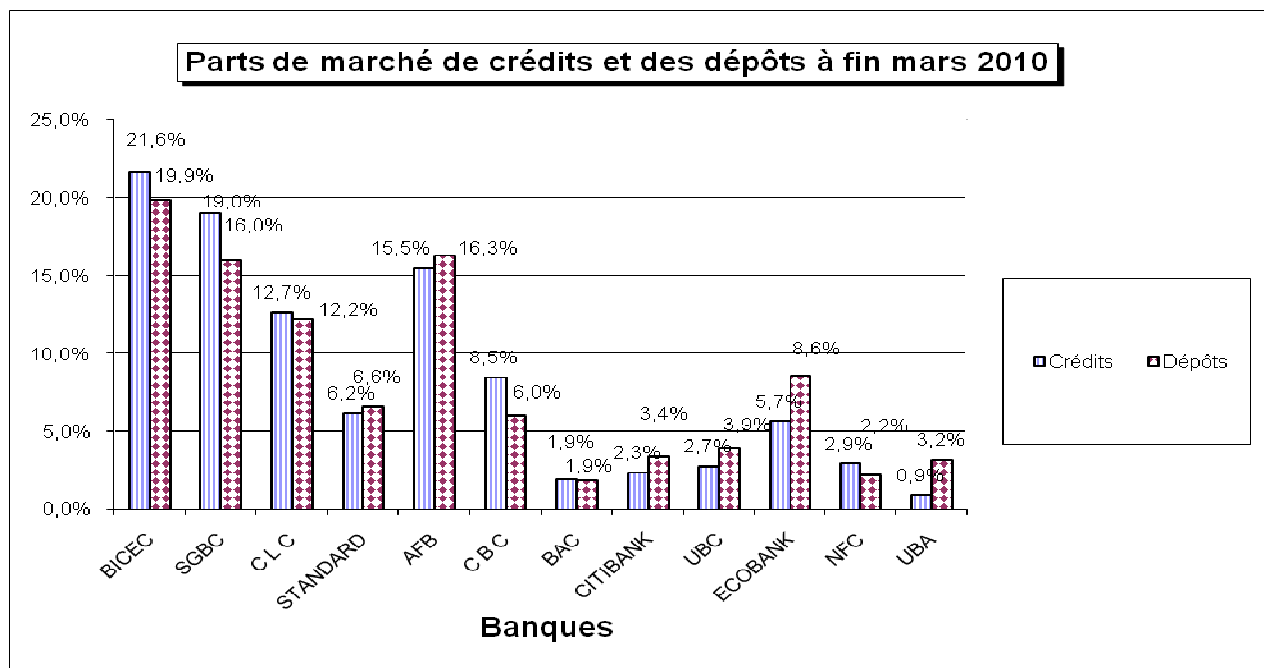
L'encours des dépôts de l'Etat augmente également de 6,0% pour se situer à 317 milliards, contre 299 milliards à fin février 2010 et 263 milliards à fin mars 2009.

Par ailleurs, les créances en souffrance ont diminué, revenant à 189 milliards, contre 214 milliards en février 2010. Il en résulte une diminution du taux des créances en souffrance qui passe de 15,35% à 13,78%.

Le total de crédits à la clientèle non financière se situe à 1177 milliards contre 1160 milliards à fin février 2010 et se compose en 2,4% de crédit à long terme, 38,5% de crédit à moyen terme et 59% des crédits à court terme.

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée, comme par le passé, par 4 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND First Bank, et le CA-SCB (ex CLC) qui occupent environ 70% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par la Standard Chartered Bank-Cameroon, la CBC et

ECOBANK qui détiennent 18% des parts du marché du crédit et 22% du marché des dépôts. Les banques restantes à savoir, CITIBANK, Banque Atlantique du Cameroun (BAC), Union Bank for Africa-Cameroon (UBA) et National Financial Credit (NFC) se contentent de 11,3% du marché du crédit et 13,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le graphique ci-après.



S'agissant des normes de gestion, définies comme un ensemble de règles que les établissements de crédit sont tenus de respecter pour assurer leur équilibre financier, les banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio portant sur la structure du

portefeuille crédit et relatif à l'accord de classement, restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptée une banque qui affiche des fonds propres négatifs.

Tableau 7: Performance en matière de respect des ratios prudentiels à fin mars 2010

	Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille- crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur seul client (Max = 45% des Fonds propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des dirigeants (Max = 15% des Fonds propres)
BICEC	32854	13	122	1	206	59	respecté	respecté	13
CA-SCB	19872	13	247	1	196	66	respecté	respecté	9
SGBC	30037	13	240	0	163	76	respecté	respecté	6
Standard Chartered Bank	10309	14	397	0	140	62	Non respecté	respecté	10
AFRILAND First Bank	21289	7	115	0	237	61	Non respecté	respecté	10,1
Bank of Africa- Cameroon	1123	6	56	0	189	7	non respecté	respecté	0,4
CBC	-16907	-16	-184	5	156	-122	non respecté	non respecté	-98
CITIBANK	13951	37	1759	0	414	1123	respecté	respecté	2,4
ECOBANK	9549	8	144	0	222	98	respecté	448	7
Union Bank of Africa-Cameroon	5604	22	423	0	431	508	respecté	respecté	5
Banque Atlantique du Cameroun	3255	26	232	0	488	247	respecté	respecté	6
National Financial Credit	2807	8	83	0	195	69	respecté	respecté	

Source : MINFI/DAE

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Par rapport au mois de février 2010, l'indice des prix à la consommation finale des ménages à **Yaoundé** a crû de 0,2% au cours du mois de mars 2010. Cette légère hausse résulte de celle des prix des boissons et tabacs (+1,0%); des articles d'habillement et chaussures (+0,4%), des dépenses de maison (+0,4%), des biens et services de santé et soins personnels (+0,3%) et des biens d'éducation et loisirs (+0,2%). Les prix des autres fonctions de consommation sont restés stables.

Par rapport au mois de mars 2009, cet indice est en hausse de 0,3%, suite aux progressions enregistrées au niveau des prix des différents postes de consommation tels que l'alimentation, boissons et tabacs (0,6%), les transports et télécommunications (2,1%), l'éducation et loisirs (1,0%) et santé et soins personnels (0,7%). Toutefois, les prix des dépenses de maison et des dépenses d'habillement et chaussures régressent respectivement de 2,0% et 0,7%.

A Douala, l'indice des prix à la consommation finale des ménages diminue de 0,2% au mois de mars 2010 par rapport au mois précédent. Cette baisse est due à celle des prix des boissons et tabacs (-1,2%), des dépenses de maison (-0,6%) et des transports et télécommunications (-0,5%).

En glissement annuel, l'indice des prix progresse de 0,3% à Douala, en liaison avec la hausse de 3,4% des prix des boissons et tabacs et de 0,8% des dépenses de maison. Cependant des baisses ont été observées sur les prix des postes habillement et chaussures (-1,2%), transports et télécommunications (-0,6%) et éducation et loisirs (-0,4%).

Produits Pétroliers

a) Quantités des produits pétroliers mises à la consommation

Les quantités des produits pétroliers mises à la consommation sont généralement fonction de la demande. Ainsi, au cours du premier trimestre 2010 et en glissement annuel, les quantités mises sur le marché intérieur ont évolué ainsi qu'il suit : super (+5,7%), kérosène (-4,8%), jet A1 (-10,9%), gazole (+8,9%), fuel (133,5%) et gaz domestique (+3,1%).

Entre mars et février 2010, les mises à la consommation de tous les produits enregistrent des hausses dont 10,4% pour le super, 7,1% pour le pétrole lampant, 20,4% pour le jet A1, 14,6% pour le gazole, 20,2% pour le fuel et 17,4% pour le gaz domestique.

Tableau 8: Evolution des quantités des produits pétroliers mises à la consommation (en milliers de litres)

Produits	janv-10	févr-10	mars-10	1 ^{er} trim 09	1 ^{er} trim.10
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Super Pétrole lampant	36341	35762	39491	105550	111594
Jet A1	8748	8275	8863	27195	25883
Gazole	7150	6297	7580	23601	21027
Fuel	46787	46358	53141	134277	146286
Butane	11261	10315	12397	14548	33973
	5255	4404	5170	14383	14829

Source : SCDP

b) Prix des produits pétroliers

Au cours du premier trimestre 2010 et par rapport au premier trimestre 2009, les prix à la pompe sont restés inchangés sur le marché national. Ces prix sont restés également stables entre les mois de janvier, février et mars 2010. Cette situation est observée depuis le mois de février 2008 grâce à l'important soutien de l'Etat en terme de subventions de la consommation intérieure.

Tableau 9: Evolution des prix des produits pétroliers

Produits	Jan.10	Fév. 10	Mars.10
	(a)	(b)	(c)
Super	594	594	594
Kérosène	375	375	375
Gazole	545	545	545
Butane (bouteille de 12kg)	6000	6000	6000

Source : CSPH